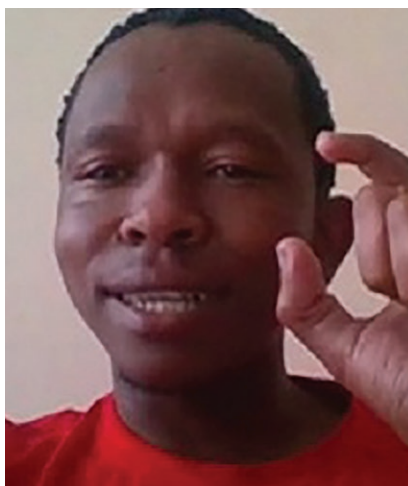


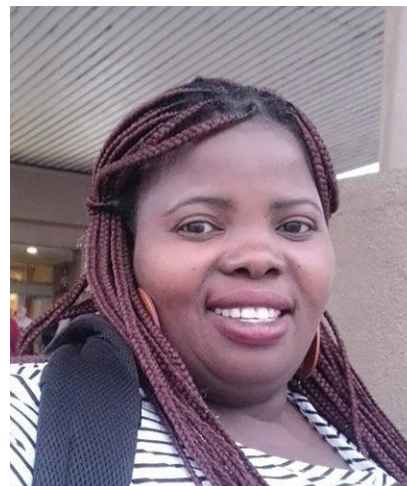
LA LUTTE POUR UN SYSTEME ALIMENTAIRE COMMUNAUTAIRE DANS LA PROVINCE DU CAP ORIENTAL EN AFRIQUE DU SUD



Nohlumelo John est une agricultrice communautaire dans le “*Parc Booysen*”. Elle a été formée à sa tendre enfance par ses propres pour parents. Elle utilise ses produits pour nourrir les habitants Parc Booysen qui manquent de médicaments antituberculeux à cause de la faim.



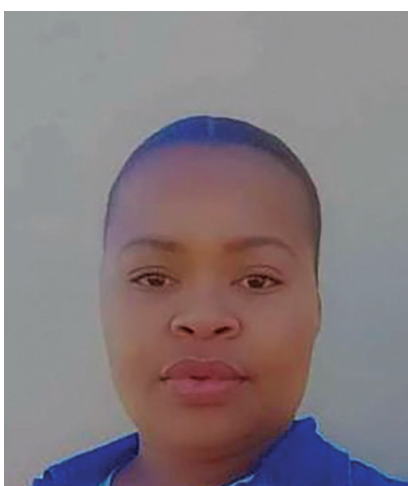
Siyabulela Mama est un membre du comité Nelson Mandela “*bay water crisis*” et de l’assemblée des Sans-emplois. Il est chercheur au “*Centre for Integrated Post-School Education and Training (CIPSET)*” de l’Université Nelson Mandela et fait partie de “*Amandla Magazine*”.



Vuyokazi Made est une agricultrice de basse-cour, coordinateur pour “*Amandla! Port Elisabeth*” et militant de l’Assemblée des Sans Emploi



Sibusiso Myoli est un guérisseur traditionnel, étudiant en finance et agriculteur communautaire à Wells Estate



Nombulelo Sinekeest une agricultrice communautaire.



Ziphozethu Vani est un agronome et un petit exploitant agricole.

Le groupe se présente sous le nom de “*Abamelwane*”, un mot isiXhosa signifiant “*voisins*” en français.

Introduction

Cet article cherche à démontrer certaines des voies et possibilités de la souveraineté alimentaire en explorant le cas d'un système alimentaire communautaire à Nelson Mandela Bay, en Afrique du Sud. Il examine la convergence du chômage, de la pauvreté et de l'inégalité qui est à l'origine d'un stress et d'une anxiété indicibles pour tant de communautés ouvrières. Il montre comment la mise en place d'un système alimentaire communautaire peut constituer une alternative libératrice pour les communautés qui luttent pour leur survie. La création de systèmes alimentaires communautaires n'est pas seulement une forme de résistance à la triade chômage, pauvreté et inégalité qui affecte les communautés sud-africaines, c'est aussi un processus thérapeutique qui peut donner aux communautés les moyens d'agir. Enfin, nous examinons comment l'Apprentissage et l'Education des Adultes (AEA), qui s'appuient sur les pratiques locales et traditionnelles des communautés, constituent un élément essentiel à inclure à tous les stades du processus de développement des systèmes alimentaires communautaires.

La Banque Mondiale¹ a récemment publié un rapport indiquant que l'Afrique du Sud a le taux de chômage le plus élevé au monde. L'Afrique du Sud a également l'une des distributions de revenus les plus inégales au monde, comme le montre le coefficient² de Gini. Dans la Municipalité de Nelson Mandela Bay, située sur les rives de la baie d'Algoa dans la Province du Cap-Oriental, où nous travaillons, nous avons découvert qu'entre avril et septembre 2022, 10 enfants sont décédés des suites de la malnutrition et 108 autres ont été hospitalisés.

La crise économique de l'Afrique du Sud a plongé de nombreuses communautés ouvrières dans une situation précaire, exacerbée par la pandémie de COVID-19. Le problème de l'insécurité alimentaire était déjà évident auparavant, mais il s'est aggravé au cours des dernières années. Le travail de la terre pour produire de la nourriture localement est apparu comme un moyen de lutter contre ce problème. Il s'agit d'un processus de guérison qui ne se limite pas à la création de moyens de subsistance, mais qui nous permet également de trouver la paix.

Contexte de l'initiative

Nous sommes un groupe d'agriculteurs communautaires travaillant dans différentes communes de Nelson Mandela Bay - Kwadwesi Extension, Kwazakhele, Wells Estate et Boyseens Park. Ceux d'entre nous qui vivent à Boyseens Park étaient autrefois basés dans un endroit appelé Veeplaas, mais nous avons été relogés car c'est là que le gouvernement a construit nos maisons RDP³. C'est là que nous avons commencé à devenir des agriculteurs communautaires.

Nous avons une longue histoire d'activisme, en grande partie grâce à notre partenariat avec le Centre for Integrated Post-School Education and Training (CIPSET) de l'université Nelson Mandela. Cela se fait par le biais de leur programme d'éducation communautaire et, plus récemment, de leur programme de sécurité alimentaire, qui est lié à leur travail sur l'éducation communautaire.

Lorsque nous nous sommes installés dans cette région, il n'y avait pas d'infrastructures appropriées ni de magasins locaux pour acheter les produits d'épicerie. Là où il y avait des magasins, le prix élevé des denrées alimentaires, qui a augmenté de façon exponentielle pendant la pandémie de COVID-19, signifiait que l'achat de produits alimentaires n'était pas possible pour de nombreuses personnes. Face à cette situation, nous avons décidé de nous rassembler et de prendre les choses en main. Nous avons décidé de commencer à cultiver des aliments dans nos propres jardins et de partager les produits entre nous, comme nous l'avions fait dans nos communautés rurales.

Se rassembler en tant qu'agriculteurs communautaires à eBhayi⁴, dans la Province du Cap oriental

Nous avons récemment rendu visite à des pêcheurs dans la région rurale de Coffee Bay, dans la province du Cap-Oriental.



Nohlumelo John arrosant son jardin dans le parc Booyesen

Il est réconfortant de voir comment, après avoir passé la journée en mer, ils partagent leur récolte avec leurs voisins. L'odeur du poisson frais en train de cuire émane de chaque maison. Cela témoigne d'un niveau de solidarité qui réapparaît dans de nombreuses communautés, un niveau qui peut aider à construire des communautés en sécurité alimentaire. Une fois les besoins de la communauté satisfaits, le surplus de poisson est vendu aux touristes pour générer un revenu supplémentaire. Cet exemple nous a beaucoup inspirés.

À Wells Estate, dans l'eBhayi, beaucoup d'entre nous, comme ailleurs dans le pays, ont eu du mal à trouver du travail en dépit de leurs compétences et de leurs connaissances. Nous avons donc entamé des discussions pour voir comment nous pourrions tirer parti des ressources disponibles localement. Nous nous sommes intéressés à la forêt qui se trouve derrière nos maisons. Nous avons décidé de défricher 10 hectares afin de créer un jardin potager. Nous avons pu cultiver suffisamment de nourriture pour notre propre consommation, et même produire un surplus que nous pouvons vendre à la communauté locale.

Nous avons vu beaucoup d'autres membres de notre communauté utiliser des parties de la forêt pour faire enclore⁵ leur bétail et nous avons pu utiliser le fumier ainsi obtenu pour notre agriculture. De nombreuses personnes occupent également des terres pour y construire des cabanes. Cependant, il s'agit de terres municipales (ils risquent donc d'avoir des problèmes plus tard). Nous avons décidé de créer des comités d'agriculteurs pour gérer l'utilisation des terres dans la forêt. De nombreuses personnes nous ont rejoints dans ce projet et nous sommes maintenant en mesure de fournir des conseils aux personnes qui cherchent un endroit pour vivre.

Façons de connaître et d'apprendre

Les connaissances locales et traditionnelles sont basées sur les connaissances et les compétences développées au fil du temps par les individus et les communautés et qui sont spécifiques à l'endroit où ils se trouvent. Elles sont ancrées dans leurs moyens de subsistance et sont dynamiques, évoluant en fonction des besoins de la communauté. Ainsi, nous consultons toujours les membres de la communauté lors de la mise en œuvre d'initiatives, car ils possèdent des connaissances inestimables sur la région dans laquelle ils vivent, y compris, par exemple, sur l'utilisation traditionnelle des plantes médicinales. Comme nous l'avons mentionné, cette approche est également inspirée par nos homologues pêcheurs des environs, qui pêchent le poisson pour gagner leur vie.

Les compétences que nous avons acquises en tant qu'adultes en grandissant dans les zones rurales, ainsi que celles acquises au cours de la pandémie de COVID-19, sont le fruit de la mise en pratique de ces compétences - l'apprentissage par la pratique. Cet apprentissage est ancré dans notre culture, notre histoire, nos croyances, nos attitudes, nos processus de pensée, notre langue et notre vision du monde⁶.

Nous avons acquis des connaissances en matière d'agriculture en vivant dans nos maisons rurales avant même d'émigrer en ville pour y travailler, du moins certains d'entre nous. D'autres ont commencé à cultiver pour la première fois pendant les périodes désespérées de COVID-19. Grâce au soutien du CIPSET, qui nous a réunis dans le cadre d'*assemblées alimentaires* constituant une forme d'apprentissage entre pairs, nous avons pu transférer ces compétences agricoles des agriculteurs les plus expérimentés aux moins expérimentés, et même aux débutants.

Les assemblées alimentaires sont des groupes où nous nous réunissons et partageons nos expériences avec d'autres. Par exemple, si quelqu'un a un problème de ravageurs qui mangent ses récoltes, il peut en parler à l'assemblée et le partager avec d'autres dans le but de trouver une solution. D'autres ont peut-être déjà rencontré le même problème et savent comment y



Agriculteurs de la communauté Sibanye à Kwazakhele avec les membres de la coopérative Saltuba-réunion de la banque de semences

remédier. Cet apprentissage entre pairs est un autre élément qui nous aide à survivre et nous incite à travailler ensemble dans la solidarité alors que nous luttons pour mettre en place des systèmes alimentaires communautaires. Il nous a également aidés à mieux comprendre les causes profondes des problèmes et les raisons politiques pour lesquelles nous continuons à lutter.

Plus forts ensemble

La solidarité que nous avons encouragée par notre travail en tant qu'agriculteurs communautaires s'exprime de diverses manières. Par exemple, dans le cadre de notre travail, nous sommes confrontés à un problème permanent de pénurie d'eau. Nous devons transporter de l'eau dans des seaux depuis nos maisons jusqu'à nos jardins. Par conséquent, outre la question de l'accès à la terre, nous avons également pris conscience que l'accès à l'eau est un autre facteur essentiel à prendre en compte pour parvenir à la sécurité alimentaire. Par conséquent, nous avons également rejoint une campagne sur la souveraineté de l'eau.

La solidarité communautaire s'est développée et aide les gens d'autres manières. Par exemple, les personnes qui prennent des médicaments contre la tuberculose ou d'autres maladies doivent s'alimenter correctement pendant leur traitement. Elles doivent s'assurer qu'elles disposent d'une alimentation adéquate pour faciliter leur guérison. Ce qui a commencé comme une initiative visant à fournir de la nourriture aux gens, aide également les personnes souffrant de problèmes de santé à faire face à leur maladie. Une cuisine communautaire a également été mise en place pour les patients de notre clinique locale au moins une fois par semaine.

Dans la communauté de Sibanye, à Kwazakhele, les agriculteurs considèrent que l'agriculture communautaire est inspirée par toute une série de problèmes. Par exemple, nous avons constaté que nous achetions tout dans les supermarchés, même des aliments que nous pourrions cultiver nous-mêmes. Nous avons décidé de nous mettre au défi de rompre cette dépendance en produisant notre propre nourriture. L'agriculture communautaire contribue également à mobiliser les jeunes pour qu'ils s'attaquent non seulement à la pauvreté et au chômage, mais aussi à la toxicomanie et à l'alcoolisme, qui sont endémiques dans la communauté de Kwazakhele. Nous nous sommes également penchés sur les décharges illégales, en particulier les *gap tips*⁷, et avons constaté que ces zones pouvaient elles aussi être transformées en jardins communautaires. Nous avons organisé un certain nombre de réunions communautaires pour promouvoir cette idée, qui a été largement accueillie et soutenue.

À Kwadwesi Extension, le Groupe d'Etude Amandla a créé des *jardins d'arrière-cour*. Cette initiative est née des discussions des groupes d'étude qui se sont penchés sur diverses questions communautaires, principalement sur le problème généralisé du chômage. Nous voulions que les groupes d'étude mènent des actions pratiques pour répondre aux problèmes discutés, et nous avons choisi le projet agricole comme une intervention simple et efficace dans laquelle les gens pouvaient s'impliquer. Comme nous l'avons vu plus haut, les jardins communautaires ne contribuent pas seulement à atténuer l'insécurité alimentaire dans les communautés, ils rassemblent également les gens dans une atmosphère de solidarité où ils peuvent se mobiliser sur d'autres sujets qui les intéressent, tels que les OGMs (Organismes Génétiquement Modifiés), l'austérité, le chômage, la criminalité

et la toxicomanie, etc. Nos discussions et nos activités nous ont amenés à rejoindre la campagne sud-africaine pour la souveraineté alimentaire, car nous pensons que nous ne surmonterons le problème de l'insécurité alimentaire qu'en nous efforçant d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires au sein de nos communautés et en supprimant la dépendance à l'égard des systèmes alimentaires extérieurs.

L'importance de la langue

Réfléchir à ce travail nous a également amenés à nous interroger sur la manière dont nous utilisons le langage et sur la façon dont certains mots peuvent parfois affaiblir le sens d'un travail humaniste important. Nous n'appelons pas notre travail *jardinage*. Il s'agit d'un mot anglais le plus souvent associé aux loisirs de la classe moyenne, ou souvent au travail effectué par des hommes de la classe ouvrière dont le travail a été marginalisé et racialisé dans notre société. Le mot *jardinier* ne décrit pas correctement ce que nous faisons. Il ne permet pas de saisir l'essence du travail socialement utile effectué par les hommes et les femmes de la classe ouvrière dans les communautés urbaines et rurales. Les termes isiXhosa *ukulima* (cultiver) et *abalimi* (agriculteurs) sont utilisés par les personnes impliquées dans l'agriculture communautaire pour se désigner et désigner leur travail dans nos communautés. Ces mots valorisent mieux le travail important qu'elles accomplissent.

Une nouvelle vision du monde

Nous sommes parfaitement conscients que la souveraineté et la sécurité alimentaires sont des questions brûlantes en Afrique du Sud, intimement liées à l'accès à la terre. Bien que les agriculteurs communautaires récupèrent et régénèrent les terres dans les écoles, les cliniques et les espaces publics précédemment négligés, la quantité de terres reste très marginale. Le problème est d'autant plus difficile à résoudre que l'État considère généralement les terrains urbains disponibles comme des espaces potentiels pour le logement et non pour la production alimentaire locale. Cela contraste fortement avec le point de vue des communautés

qui s'installent parfois de manière informelle sur des terrains destinés à la construction de logements. Pour mieux servir les communautés, les terres devraient être réservées à une variété d'objectifs sociaux, y compris l'agriculture urbaine. L'école maternelle Silindokuhle, située dans le quartier Joe Slovo au Cap, en est un exemple : les agriculteurs Wathint'Abafazi y cultivent leur propre nourriture. L'urbanisme devrait prendre en compte les idées et les souhaits des communautés lorsqu'il s'agit de décider de l'attribution des terres et des processus de planification. Cela permettrait de mieux reconnaître l'agriculture urbaine communautaire et d'en accroître les possibilités.

Nous reconnaissons que beaucoup d'entre nous cultivent des terres municipales qu'ils ont occupées et que la municipalité peut se présenter à tout moment avec un plan de développement pour ces terres. C'est pourquoi nous plaçons actuellement en faveur de baux de 10 ans pour les terres que nous occupons, afin que nous soyons plus en sécurité et que notre situation soit moins précaire. Nous comprenons également que notre lutte pour la sécurité et la souveraineté alimentaires remet en question l'hégémonie de l'agriculture industrielle à grande échelle et l'économie politique des multinationales en Afrique. D'une part, cette industrie produit beaucoup de nourriture pour le grand marché, mais d'autre part, elle exacerbe le problème de l'insécurité alimentaire qui affecte les communautés pauvres à travers le continent. Par conséquent, notre lutte est également un acte de protestation et de plaidoyer contre le complexe agro-industriel en Afrique qui se concentre sur la mécanisation et la technologie pour réaliser des économies d'échelle qui ne sont pas durables pour l'environnement, ni pour la race humaine.

Conclusion

Notre voyage nous a appris que nous avons tous le devoir d'œuvrer au développement de systèmes alimentaires alternatifs. Nous devons mobiliser les communautés afin qu'elles soient mieux équipées pour s'organiser et s'engager dans des activités visant à maintenir leurs moyens de subsistance. Cela implique d'éduquer les gens pour qu'ils comprennent les liens avec d'autres questions importantes telles que le droit à la terre, à l'eau, à l'énergie et à un environnement sûr. Notre combat est



Sibusiso Myoli et Mzikazi Nkata repiquent de nouveaux plants (Wells Estate Community Farm)

également celui d'un meilleur leadership, qui valorise les droits et les besoins de tous les membres de la société et réalise que notre environnement est une ressource limitée. En cours de route, nous nous sommes appuyés sur une mine de connaissances et d'expériences locales acquises par nos communautés. Nous continuons à tisser des liens avec d'autres mouvements alimentaires en Afrique du Sud et sur le continent, car ce n'est que par la solidarité avec d'autres communautés africaines que nous pourrions gagner la lutte pour la sécurité et la souveraineté alimentaires.

Endnotes

- 1 <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=ZA>
- 2 <https://www.statista.com/statistics/264627/ranking-of-the-20-countries-with-the-biggest-inequality-in-income-distribution/#:~:text=Gini%20Index%20%2D%20countries%20with%20the%20biggest%20inequality%20in%20income%20distribution%202021&text=South%20Africa%20had%20the%20highest,a%20Gini%20score%20of%2063.>
- 3 RDP houses are government subsidized housing for low-income families as part of the Reconstruction and Development Programme (RDP) initiated in 1994.
- 4 eBhayi (sometimes iBhayi) in Xhosa means "the bay". Although iBhayi is the name used for the collection of predominantly black townships north of Port Elizabeth, it is also used as a name for the city.
- 5 Enclure (bétail) dans un kraal.
- 6 Voir Della Porta, T. & Cafarella S, 2011. *Capturing the Voices of Learners from Non-Western and Indigenous Cultures: Links to Learning and Adulthood*.
- 7 Des sites de décharge communautaires de l'ère de l'apartheid qui desservaient 36 ménages locaux. Maintenant inutilisés, ils sont adaptés à la production alimentaire